

# Fiche de révision droit urbanisme et environnement

## I. Les grandes sources du droit internationales et européennes (traités fondateurs)

### Développement du droit international de l'environnement

- Quelques accords avant 70 : vision utilitariste / 1950-1960 : quelques publications scientifiques (catastrophes naturelles qui vont être le déclencheur)
- **Juin 1992 = Sommet de la Terre à Rio**
  - Les grands principes de l'environnement. New notion : développement durable
  - Le développement des sociétés en répondant aux besoins actuels sans compromettre les réponses aux besoins des générations futures.
  - 3 piliers : dév économique/ le social/ la lutte contre les inégalités et la protection de l'environnement
- **2002 (bilan rio) Sommet mondial pour le DD de Johannesburg**
- **Juin 2012 +20 : Conférence des NU sur le DD**
  - Savoir comment repenser les institutions au niveau international
  - La question de l'économie verte : comment concilier l'économie et l'écologie

### Développement du droit européen de l'environnement

- 2 types de droits du UE
  - Le droit de l'Union Européenne (28 membres, union éco puis politique)
  - Le droit de la CEDH (47 Etats membres, obj: protection des libertés et droits fondamentaux)
- L'intégration PE dans droit primaire (70's : Droit international : mise en place d'un droit souple avec des plans d'actions non contraignants)
- Consécration progressive d'une politique européenne de l'environnement
  - 1992 : traité de Maastricht = DD
  - La PE : objectif transversal = « Les exigences de la protection de l'environnement doivent être intégrées dans la définition et la mise en œuvre des politiques et actions de l'Union, en particulier afin de promouvoir le développement durable. »
  - Politique consacrée la PE :
    - UE représentant des états membres, Inscrits dans ses traités des grands principes structurants (ex : participation de la population)

## II. La constitutionnalisation du droit de l'environnement

### **2005 : L'adoption de la Charte de l'environnement**

- Intérêts de la constitutionnalisation : au-dessus du maquis législatif et approche globale (législateur doit mettre en œuvre ces principes et respecter sinon sanction du cc)
  - Contenu : un préambule 10 articles

- Art 1 : très transversal « droit de vivre dans un environnement équilibré et respectueux de la santé. » autres Art les grands principes du droit de l'environnement. (Préservation, réparation, précaution...)
- Article 6 : l'intégration de ces principes dans les politiques publiques.

### La mise en œuvre de la Charte de l'environnement

→ Valeur : La Constitution renvoie à la Charte dans le cadre de son préambule. Elle fait partie du bloc de constitutionnalité, ensemble des droits et devoirs définis par la Charte a valeur constitutionnelle.

**L'interprétation de la charte** Le juge constitutionnel par son pouvoir interprétatif va permettre de donner une portée plus importante au droit de l'environnement.

- **Le bilan mitigé sur l'application de cette Charte** (Pourrait produire plus d'effets).
- Réflexion sur nouvelle révision constitutionnelle = introduction de la protection du droit de l'environnement au sein des articles de la Constitution

### III. Les grands principes du droit de l'environnement notamment les principes opérationnels

= un droit mixte, comprend les règles du droit public et du droit privé. . Le droit de l'environnement est basé sur la nécessité de protéger les ressources terrestres et marines qui sont indispensables pour la survie de la génération future.

En France, il se base sur le Code de l'environnement depuis 18 septembre 2000. (dev vers 1970). Cette branche du droit comprend aujourd'hui plus de 300 accords multilatéraux.

Principes fondateurs :

#### La protection environnementale est d'intérêt général

la loi de 1976, repris à l'article L110-1 du code de l'environnement.

#### Le développement durable et le principe de l'intégration de l'environnement

- 1972 Stockholm début (manière implicite)
- 1887 rapports Bruntland « votre avenir à tous »
- 1992 la ligne de force de la déclaration de Rio
- 2/02/1995 la loi Barnier (en droit français reprise de celle de la déclaration de Rio)
  - Art L110-1 II Code environnement : « le développement durable vise à satisfaire les besoins de développement et la santé des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs ».



- Les principes de précaution et de prévention  
= visent à prévenir l'impact environnemental d'une activité ou de la réalisation d'un ouvrage.  
⇒ Le principe de prévention est mis en œuvre en cas de risques dont l'existence est prouvée de façon empirique. Cependant, le principe de précaution concerne les risques hypothétiques.
- Le principe pollueur-payeur  
= consiste à faire supporter aux pollueurs les coûts engendrés par les mesures de prévention et de lutte contre la pollution. Personne dont l'activité entraîne la pollution de l'environnement (taxes, redevances, assurances...)
- Le principe d'information et de participation du public  
= offre à la population le droit de participer au processus décisionnel des autorités administratives concernant les projets d'équipement et d'aménagement susceptibles de détériorer l'environnement.
- L'enquête publique, La concertation, Le débat public
- Le principe de non-régression  
= Le Code de l'environnement précise dans l'article 101-1 que la protection de l'environnement garantie par les lois et les règlements relatifs à l'environnement ne peut que s'améliorer.  
⇒ Les principes prévus par la Charte de l'environnement qui leur confère une valeur constitutionnelle, garantis par le Conseil constitutionnel et les textes législatifs doivent les respecter.

Le DE = un domaine juridique multidisciplinaire. En perpétuelle évolution, il est assez complexe et requiert des compétences techniques poussées.

#### IV. Acteurs du droit de l'environnement<sup>1</sup>.

##### 1. L'administration de l'Etat

- **Le ministère de l'environnement** : M de Transition écologique / cohésion des Territoires (MTE)/ la Transition Énergétique
- **Les administrations sous tutelle du ministère** : 93 établissements publics (dev administration spécialisées, établissements spé)
- **L'administration déconcentrée** : Le préfet : réglemente certaines activités, délivre des agréments / autorisation (ex : ICPE) (mesures contre les nuisances et la pollution)

##### 2. Les services extérieurs du ministère sous l'autorité du préfet

- Services instructeurs sous l'autorité du préfet : aussi un rôle d'accompagnement des acteurs.
- DREAL (directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement) / DIRM (directions interrégionales de la mer : principaux supports du préfet au niveau régional.
- DDT (direction départementale des territoires)/ DDTM (direction départementale des territoires et de la mer) : question urbanisme

##### 3. Les autorités administratives indépendantes

- Indépendantes du pouvoir exécutif et spécialisées dans un domaine.
  - Surtout en économie mais existent quelques-unes en matière d'environnement : L'autorité de contrôle des nuisances aéroportuaires, L'agence de sûreté nucléaire.

#### 4. L'administration consultative

- **Les organes consultatifs nationaux**  
→ Les organes à vocation générale et consultatifs spécialisés (Conseil national de protection de la nature) : conseille sur les moyens permettant de préserver la faune et la flore)
- **Les organes consultatifs territoriaux**  
→ Ex CESE des régions, la commission départementale de la nature, des paysages et des sites.

**5. L'administration décentralisée** (CT rôle à jouer en matière de politique environnementale. Nécessité pour l'Etat de prendre en compte les spécificités du local).

- **Les compétences régionales.**  
→ L'aménagement du territoire et l'environnement : (Gestion des déchets, des parcs naturels régionaux, développement rural et urbain, plan régional pour la qualité de l'air...)  
→ Le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) :
  - objectifs = équilibre et d'égalité des territoires d'implantation des différentes infrastructures d'intérêt régional, de désenclavement des territoires ruraux, d'habitat, de gestion économe de l'espace, d'intermodalité et de développement des transports.
- **Les compétences départementales.**  
→ Gestion des espaces sensibles avec un droit de préemption, afin de protéger les espaces  
→ Espaces agricoles et naturels périurbains et dans les domaines de l'eau et des milieux aquatiques et marins.

Aides du Département aux collectivités : subventions, assistance technique, ...

- **Les compétences communales et intercommunales**  
→ Selon l'intercommunalité : la protection et la mise en valeur de l'environnement est une compétence obligatoire  
→ Communes = environnement ( pouvoir de salubrité publique, approvisionnement en eau potable, assainissement des eaux usées, collecte et du traitement des déchets, lutte contre la pollution de l'air Plan de déplacements urbains et mise en valeur du littoral)

#### 6. La société civile

Rôle important : participe à l'émergence du droit de l'environnement. (Association ou ONG mobilisation citoyenne)

#### 7. Les secteur privé, les entreprises

#### V. les acteurs du droit de l'urbanisme

##### 1. Le rôle de l'Etat

##### Les fonctions de l'Etat en matière d'urbanisme

3 fonctions principales en matière d'urbanisme :

- Le contrôle de légalité des actes d'urbanisme
- L'accompagnement des collectivités territoriales
- L'encadrement des collectivités territoriales

### L'administration d'Etat en charge de l'urbanisme :

→ Les ministères en charge de l'urbanisme

Jamais vraiment eu de ministère de l'urbanisme, (Après 2ème GM = ministère de la reconstruction et de l'aménagement puis ministère qui a en charge la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales)

### **En 2022 création Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires**

L'administration déconcentrée : préfet → contrôle de légalité des actes en matière d'urbanisme

- Préfet et CT pour PIG ou les OIN.

### L'administration décentralisée (Les fonctions de l'administration décentralisée)

→ La mise en œuvre DU, planifier localement l'urbanisme (orientation et la fixation des règles en matière d'urbanisme sur le territoire.)

## **2. Le rôle prépondérant des communes et des établissements publics de coopération intercommunale.**

L'état et la Région interviennent en amont mais les communes et les intercommunalités qui jouent un rôle prépondérant.

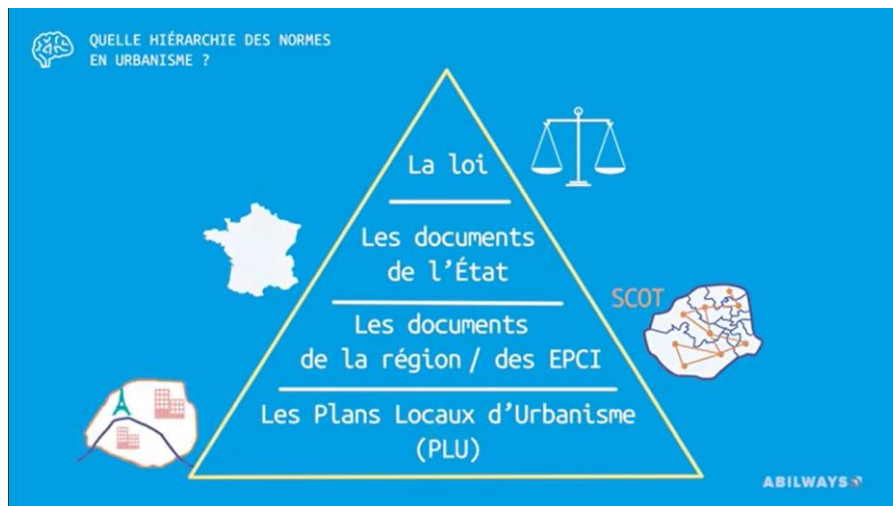
- Communales = Elaboration du document d'urbanisme : PLU ou éventuellement une carte communale + Délivrance des autorisations d'urbanisme.
- Les compétences intercommunales = élaboration des SCOT. (Contraindre les communes dans l'exercice de leurs compétences)+ Elaboration des PLUi

## **VI : la hiérarchie des normes en urbanisme : savoir positionner les différentes sources du droit dans la hiérarchie**

le principe constitutionnel de libre administration des collectivités territoriales

- la compatibilité et la prise en compte.
- La compatibilité induit une opposabilité à l'apparence plus marquée que la prise en compte.

→ Une hiérarchie des normes existe entre les documents d'urbanisme.



## 1. Les sources nationales du droit

= Ce sont les règles nationales applicables à l'ensemble du territoire.

### Les principes généraux du droit de l'urbanisme.

« Le territoire français est le patrimoine commun de la nation. Les collectivités publiques en sont les gestionnaires et les garantes dans le cadre de leurs compétences. En vue de la réalisation des objectifs définis à l'article L. 101-2, elles harmonisent leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace dans le respect réciproque de leur autonomie. »

- encadrement des compétences des collectivités et obligation, pour le droit de l'urbanisme, de respecter un principe d'équilibre entre l'aménagement et la protection de l'environnement.
- 1983 : vote des « principes généraux du droit de l'Urbanisme »

### Le règlement National d'Urbanisme

- Règles d'ordre public
- Règles qui s'appliquent en l'absence de PLU
- La règle de la constructibilité limitée

**La Servitude d'Utilités Publique** = Servitudes administratives de droit public qui limitent l'utilisation du sol et de la propriété privée, dans un but d'intérêt général.

## 2. Les dispositions particulières à certains secteurs

**Protection et mise en valeur de certains secteurs** (Les lois littorale, montagne, aéroport)

### Les règles d'aménagement :

- SMVM = Les schémas de mise en valeur de la mer (SMVM) : (précise la vocation et assure la cohérence entre ses différents usages et notamment entre la protection de l'environnement et le développement économique).
- **PIG** = Les Projets d'Intérêt Général : outils dont dispose l'État pour garantir la réalisation de projets présentant un caractère d'utilité publique, et relevant d'intérêts dépassant le cadre communal, voire intercommunal.
- OIN = Les Opérations d'Intérêt National : opération d'urbanisme à laquelle s'applique un régime juridique particulier en raison de son intérêt majeur.

→ Les sites patrimoniaux remarquables : conservation d'intérêt public

### 3. Les sources locales : la planification urbaine et stratégique

→ Les documents suprarégionaux :

#### **Les Directives Territoriales d'Aménagement et de Développement Durable**

Précisent les objectifs et orientations de l'État sur des territoires présentant des enjeux nationaux dans un ou plusieurs des domaines suivants : urbanisme, logement, transports et déplacement.

→ Les documents de planification et stratégies régionaux :

#### **Le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET).**

= Elaborés et pilotés par les régions, il définit les objectifs de la Région à moyen et long termes.

- Fixe les règles générales prévues par la Région pour contribuer à atteindre ses objectifs.

Le SRADDET intègre SRCE (schéma régional de cohérence), SRCAE schéma régional de l'air, de l'énergie et du climat ...

→ Documents relatifs à des territoires à enjeux particuliers (Document de planification spécifique, distinct du SRADDET : l'Île-de-France, la Corse, la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, la Réunion et Mayotte)

### 4. Les documents d'urbanisme locaux et intercommunaux

#### **Les schémas de Cohérence Territoriale (SCoT)**

= L'outil de conception et de mise en œuvre d'une planification stratégique intercommunale, à l'échelle d'un large bassin de vie ou d'une aire urbaine

- Périmètre : aire urbaine, grand bassin de vie ou bassin d'emploi, cette inflexion vers le bassin d'emploi (prise en compte du bassin de mobilité).
  - Piloté : un syndicat mixte, un pôle d'équilibre territorial et rural (PETR), un pôle métropolitain, un parc naturel régional, ou un EPCI.
  - Sert de cadre de référence pour les différentes politiques sectorielles
- ⇒ permet d'établir un projet de territoire qui anticipe les conséquences du dérèglement climatique, et les transitions écologique, énergétique, démographique, numérique...

### 5. Les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) et cartes communales

= échelle commune ou de plusieurs, établit un projet global d'urbanisme et d'aménagement et fixe en conséquence les règles générales d'utilisation du sol.

- Composition du PLU : 5 documents : Rapport de Présentation + PADD + Règlement avec documents de zonages + OAP + Annexe
- Compatible PLH+ PDU+ SCoT + SRADDET.

#### **Les Cartes Communales**

- Document d'urbanisme simple pour les petites communes n'ayant pas élaboré de Plan local d'urbanisme (PLU).
- Comprend un rapport de présentation et un, ou plusieurs, documents graphiques + en annexe les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol.